Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 24 (1987)
Heft: 847

Rubrik: L'invité de DP

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 07.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'INVITE DE DP

Le prix des armes

Combien les quelque 140 Etats du monde (micro-Etats non compris) dépensent-ils pour leur défense et leur sécurité - avec ou sans guillemets ? Si on en croit une publication qui fait autorité [1], on arrive à un total d'environ 728 milliards de dollars pour 1984 (année la plus récente pour laquelle on ait des chiffres à peu près complets), total dont le détail par grandes catégories figure dans le tableau ci-dessous.

Bien entendu, une évaluation de ce genre soulève toutes sortes de problèmes. D'abord, il y a une demi-douzaine d'Etats pour lesquels on ne dispose d'aucunes données ou estimations. Par exemple, si les chiffres officiels pour les pays de l'OTAN sont relativement fiables, ceux pour les pays du Pacte de Varsovie ne le sont en général pas du tout ; en lieu et place, on doit donc utiliser diverses estimations d'origine occidentale.

Dans le cas de l'Union soviétique par exemple, les dépenses militaires avouées - celles figurant sous ce nom au budget - se montent à 23 milliards de dollars pour 1984 : mais qui pourrait croire que l'Union soviétique dépense à des fins militaires moins du dizième de ce que dépensent les USA ? C'est pourquoi, en se fondant sur diverses estimations, la principale source utilisée pour la présente contribution à DP - voir note [1] - évalue les dépenses militaires soviétiques aux quatre cinquièmes environ des dépenses américaines

Il y a d'autres difficultés encore, par exemple celles liées à la nécessité de tout convertir en une monnaie commune, mais la plus importante, peut-être, tient à la notion même de dépenses ou, si on préfère, de coûts.

Pour les économistes, seuls comptent les coûts dits d'opportunité : en l'occurrence, le coût d'opportunité de la défense nationale est ce qu'on aurait pu faire avec les ressources (humaines et matérielles) qu'elle absorbe si on les avait utilisées efficacement à d'autres fins. Or, il y a de bonnes raisons de penser que le chiffre de 728 miliards de dollars sous-estime significativement le coût d'opportunité des dépenses militaires. En Suisse, par exemple, le coût officiel d'une recrue (sans son équipement) se compose, outre une modeste solde, surtout des frais de nourriture, de logement et d'instruction. Le coût d'opportunité, par contre, est ce que cette recrue aurait pu produire si, au lieu de faire son service militaire, elle avait pu travailler dans le secteur civil.

Le fond du problème est que les Etats disposent, dans le domaine militaire, d'un pouvoir de monopole et de contrainte directe (bien qu'à des degrés divers : l'armée américaine, par exemple, ne comprend aujourd'hui que des engagés volontaires auxquels il faut donc verser des salaires concurrentiels). Comme à chaque fois qu'il y a monopole et pouvoir de contrainte directe, la conséquence générale en est une utilisation suboptimale des ressources absorbées et, du moins dans le cas des ressources humaines, une sous-rétribution.

A l'inverse, il arrive aussi que, pour diverses raisons, les Etats paient triop cher les ressources matérielles (équipements de toutes sortes) acquises à des fins militaires, ainsi qu'on peut le voir à l'occasion des scandales que cela provoque périodiquement aux Etats-Unis. (Des sièges de toilette facturés plusieurs centaines de dollars pièce en sont un exemple récent). Des pratiques de ce genre tendront à surestimer les coûts d'opportunité du matériel militaire acquis.

Si on s'ent tient aux coûts conventionnels (officiels ou estimés), c'est-à-dire à ces 728 milliards de dollars, le monde dépense à peu près 5% de son revenu total à des fins militaires. Après correction pour les coûts d'opportunité et autres sources de sous-estimation et de surestimation, le chiffre véritable se situe plus vraisemblablement entre 6 et 10%. C'est environ la part de l'investissement net dans le revenu mondial, c'est-à-dire ce que l'humanité consacre à accroître le parc d'équipements productifs en tous genres et à mettre en valeur de nouvelles terres et d'autres ressources productrices de mieux-être. Aucun doute n'est donc possible : les dépenses militaires pèsent très, très lourd.

S'agit-il, au moins pour l'essentiel, d'un gaspillage aussi futile que dangereux, comme on tend à le penser à gauche ? Ou est-ce au contraire le prix, certes lourd mais inévitable, que le monde doit payer pour assurer, tant bien que mal, sa sécurité et garantir la paix, comme on l'affirme volontiers à droite ?

S'il y a un domaine où fleurissent les clichés péremptoires, les idées reçues, les jugements à l'emporte-pièce, les réponses simples et toutes faites à des questions généralement compexes, c'est bien celui-là. C'est pourquoi on y reviendra.

Jean-Christian Lambelet

L'invité de DP s'exprime librement dans cette tribune. J.-C. Lambelet est professeur au département d'économétrie et d'économie politique (DEEP) de l'Université de Lausanne et à l'Institut des hautes études internationales (HEI) de Genève.

(1) *The Military Balance 1986-1987*, International Institute for Strategic Studies, Londres. (Adresse utile : 23 Tavistock Street, London WC2E 7NQ).

Dépenses militaires (1984, milliards de $ en chiffres ronds)

OTAN	**336**	(dont USA : 237 ; Grande-Bretagne, France, Allemagne fédérale : 20-23 chacune)
Pacte de Varsovie	**221**	(dont URSS : 198)
Autre Europe	**8**	(dont Suisse : 2)
Moyen Orient et Afrique du Nord	**90**	(dont Arabie Saoudite : 23 ; Iran : 20 ; Irak : 14)
Afrique	**7**	(dont Afrique du Sud : 3)
Asie	**54**	(dont Japon : 12 ; Chine et Inde : 6-7)
Amérique latine	**12**	(dont Argentine et Chili : ~2 chacun ; Brésil, Cuba, Mexique, Pérou, Venezuela : ~1 chacun)
Total	**728**	**milliards de $**